



# CNEPT

## infos

Le bulletin de liaison de la Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous N° 23 / septembre 2024



Apprentissage par les pairs à travers EOL:  
la CN-EPT/BF en visite d'échanges en RDC

P.5

LA CN-EPT/BF A LA 1ère CONFERENCE  
PANAFRICAINNE DE L'UNION  
AFRICAINNE SUR L'EDUCATION DES  
FILLES ET DES FEMMES (PANCOGE1).

P.2

La CN-EPT/BF et le réseau de  
parlementaires pour l'éducation échangent  
sur les perspectives de collaboration.

P.15

La Coordinatrice éducation de Oxfam Danemark  
s'imprègne des réalités de l'éducation au Burkina Faso

P.12



## LA CN-EPT/BF A LA 1<sup>ère</sup> CONFERENCE PANAFRICAINNE DE L'UNION AFRICAINE SUR L'EDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES (PANCOGED1).

La Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF) a participé du 2 au 5 juillet 2024 à Addis Abeba à la 1<sup>ère</sup> Conférence Panafricaine de l'Union Africaine sur l'éducation des filles et des femmes (PANCOGED1).

Avec pour thème : priorité à l'éducation des filles et des femmes : une stratégie pour un accès accru à un apprentissage inclusif tout au long de la vie, qualitatif et pertinent en Afrique, cette conférence visait à positionner l'accès équitable à une éducation de qualité et au développement de compétences pour les filles et les femmes comme priorités sur l'agenda politique, en particulier dans les situations humanitaires. Elle entre dans le cadre de l'agenda 2024 de l'Union Africaine qui a déclaré l'année 2024 année de l'éducation en Afrique. La première journée a débuté par une cérémonie inaugurale qui a été présidée par S.E. Professeur Mohammed Belhocine, commissaire chargé du département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation de la CUA.

Cette première journée a réuni des personnalités de haut niveau, notamment les ministres, les dirigeants d'organisations internationales et les représentants d'OSC à la table du 8<sup>e</sup> Dialogue de haut niveau de l'UA CIEFFA sous le thème : « Favoriser les politiques éducatives sensibles au genre grâce à la campagne #AfricaEducatesHer et aux engagements issus du Sommet sur la transformation de l'éducation ». Les sessions du jour 1 se sont concentrées sur les politiques éducatives sensibles au genre et les progrès réalisés par les différents États membres pour garantir une dimension sexospécifique dans les politiques éducatives.

Dans l'après-midi, des sessions parallèles ont permis aux parties prenantes dans les domaines de l'éducation et de l'égalité des sexes d'explorer de manière plus approfondie les questions ayant trait à l'élaboration et aux réformes des politiques visant à promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation.



délégation de la CN-EPT/BF composée du Coordonnateur National et du chargé de communication et de plaidoyer a pris part à la session parallèle sur le thème : « Financement sensible au genre pour l'éducation : un programme stratégique pour le thème de l'UA de l'Année de l'éducation.

Contribuant aux échanges, la délégation du Burkina Faso a partagé sa lecture du concept de la budgétisation sensible au genre dans le secteur éducatif en indiquant qu'elle exige de prévoir des activités et des actions dans les programmes budgétaires du secteur de l'éducation

qui vont contribuer à réduire les inégalités qui existent entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes en matière d'éducation.

Elle a aussi ajouté que grâce au plaidoyer de la société civile dont la coalition Nationale pour l'Éducation pour tous du Burkina Faso partenaire est l'un des acteurs clés, le Burkina Faso a entrepris, depuis 2019, un processus d'implémentation de la budgétisation sensible au genre en commençant par le secteur de l'éducation.

## **Des échanges sur les réponses aux besoins éducatifs des filles réfugiées dans les situations d'urgence et de dérèglement climatique**

Le deuxième jour des travaux a été consacré à des discussions, des exposés sur l'élimination de la violence basée sur le genre afin de faciliter l'accès et la réussite des filles dans l'éducation des filles.

L'essentiel des échanges a porté sur les questions socioculturelles, psychologiques, sécuritaires et économiques faisant obstacle à l'accès, au maintien et à la réussite des filles dans les systèmes éducatifs.

Ces échanges ont été enrichis lors de sessions parallèles où il a été établi qu'il existe des liens entre les domaines de la protection de l'enfant et l'éducation des filles en Afrique.

Participant à l'événement parallèle sur le thème : « Résilience et Apprentissage : Répondre aux besoins

éducatifs des filles réfugiées dans les situations d'urgence et de dérèglement climatique /Méthodes et approches de recherche innovante pour l'action collective de la société civile pour contribuer à l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation et combattre les pratiques néfastes (mariage d'enfants)», la CN-EPT/BF a apporté sa contribution d'une part sur l'impact des crises sanitaire, sécuritaire et humanitaire sur l'éducation des filles au Burkina Faso et d'autre part sur les mesures incitatives pour le maintien des filles à l'école en temps de crise.

Pour ce qui est de l'impact des crises sur l'éducation des filles au Burkina Faso, le Coordonnateur National de la CN-EPT/BF a fait remarquer que les fermetures de classes, les abus sexuels et autres exploitations des filles à des fins mercantiles, les trafics d'enfants et particulièrement des filles ont entraîné de nombreux abandons scolaires et des réductions des performances scolaires des filles.



En ce qui concerne les mesures incitatives, il a relevé la prise en compte des besoins spécifiques des filles dans les budgets de l'éducation, les bourses d'études, les rations alimentaires, la réalisation de maisons communautaires, la réalisation d'infrastructures et le renforcement des capacités des filles pour faire face à toutes sortes de violence basée sur le genre.

La délégation du Burkina Faso a également axé son intervention sur la nécessité de responsabiliser les jeunes dans les initiatives de recherche et d'être co-acteurs des solutions. Elle a aussi insisté sur l'importance de disposer de données probantes pour mieux réussir les initiatives de plaidoyer.

## **Faire des jeunes des acteurs clés de l'éducation des filles et des femmes**

Les travaux du troisième jour ont essentiellement porté sur l'implication des jeunes en faveur de l'éducation des filles et des femmes. A cette occasion, divers représentants et représentantes d'associations, de réseaux et de leaders nationaux et internationaux de jeunesse ont fait des communications portant sur les défis et émis des recommandations et des solutions innovantes avec les jeunes comme acteurs clés pour faire progresser l'éducation des filles et des femmes en Afrique. Lors des interventions en pléniers, il est clairement ressorti l'importance de reconnaître que

les investissements faits aujourd'hui dans l'émancipation, l'éducation et l'enseignement de compétences pour les jeunes filles seront déterminants pour la trajectoire de développement de l'Afrique. Ainsi, un appel a été lancé aux jeunes à s'engager en faveur de l'avancement de l'éducation des filles et des femmes à travers le continent pour contribuer à la

réalisation de l'Afrique que nous voulons.

Les événements parallèles tenus dans l'après-midi ont en outre permis de réfléchir aux contributions que peuvent apporter les jeunes à la mise en œuvre du thème de l'année de l'Union africaine sur l'éducation et comment mettre ces jeunes en avant.



La PACOGed1 : une opportunité de développement de partenariats

Parallèlement à la participation aux travaux de la Conférence, la délégation du Burkina Faso a mis à profit son séjour pour nouer des contacts avec divers acteurs présents à Addis-Abeba.

Pour faciliter et favoriser la création d'un cadre d'échanges autour de jeunes, un groupe WhatsApp dénommé « Partenariat Sahel Education » a été créé. Cette plateforme a permis de rassembler des jeunes mais aussi des acteurs engagés dans la défense du droit à l'éducation et à la formation mais aussi de l'accès des jeunes et particulièrement des filles à des opportunités d'insertions socioprofessionnelles. Ces acteurs sont issus principalement des pays du Sahel central que sont le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Aussi, une rencontre en présentiel a été organisée et a réuni ces acteurs des 4 pays de la région du Sahel central et a permis de faire connaissance et d'échanger sur le contexte de la région à mettre en avant lors des discussions sur les thématiques liées à la participation de jeunesse.

Lors de cette rencontre, les participants ont émis le vœu de travailler à élargir la base de la plateforme une fois de retour dans leurs pays respectifs mais aussi d'organiser des rencontres virtuelles pour l'établissement de synergies d'actions en faveur de l'éducation et la formation des jeunes et particulièrement des jeunes filles et femmes.

Autres les prises de contacts avec d'autres participants et institutions, la délégation du Burkina a également eu une séance de travail avec ANCEFA qui est le réseau Africain de Campagne pour l'Education Pour Tous. Cette rencontre a permis à ANCEFA et à Oxfam de présenter leurs structurations et leurs champs d'actions.

On retient que ces deux institutions ont des points de convergence à savoir : l'éducation transformatrice de qualité, la promotion de la citoyenneté et de l'activisme des jeunes, les campagnes de plaidoyers ou encore l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD).

Cette rencontre a été sanctionnée par l'établissement de piste d'actions et de collaboration portant sur :

- Le portage et le partage de certaines initiatives de plaidoyers transnationales
- Le partage de bonnes pratiques sur les thématiques de convergences
- L'invitation et la participation à des événements organisés par l'un ou l'autre partenaire
- La mutualisation des efforts pour le renforcement du cluster éducation des filles
- Un positionnement sur la campagne « Africa Educate Her » de l'UA/CIEFFA
- La promotion de l'engagement des jeunes
- L'organisation de webinaires avec les jeunes, les coalitions éducatives, ANCEFA et Oxfam



## Apprentissage par les pairs à travers EOL: la CN-EPT/BF en visite d'échanges en RDC

Dans le cadre de la mise en œuvre de son « projet de renforcement de la mobilisation sociale pour l'inscription et la réinscription scolaire des enfants marginalisés (enfants hors écoles, EDI, filles, enfants handicapés) dans les zones à forts défis sécuritaires de 2024 à 2026 », une délégation de la Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous du Burkina (CN-EPT/BF) a effectué du 9 au 17 juillet 2024 une visite d'échange en République Démocratique du Congo.

Ce voyage a été rendu possible grâce à l'appui de Education à Voix Haute (EOL) qui est le fonds du Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) dédié au plaidoyer et la responsabilité sociale et géré par Oxfam Danemark.

La délégation de la CN-EPT/BF était conduite par la présidente du Conseil d'Administration Mme

HIEN FOFANA Aminata avec comme membres, le Coordonnateur National Mr Tahirou TRAORE, le Chargé de Communication et plaidoyer Mr Modeste Bagnomo NEBIE et la responsable administrative et financière Mme BONDE/YABAO Ida

L'objectif général était d'échanger et de partager des expériences avec la CONEPT-RDC et d'autres acteurs du système éducatif Congolais sur la protection du droit des enfants en situation d'urgence, les stratégies de plaidoyer et de suivi des politiques éducatives mais aussi sur la mobilisation des ressources endogènes pour la pérennisation des actions de la CN-EPT/BF. Plus spécifiquement, il s'est agi d'/de



En ouverture des travaux présidés par les présidentes des deux Coalitions à savoir Mme Béatrice Bolampeka pour la CONEPT-RDC et Mme Hien FOFANA Aminata pour la CN-EPT Burkina Faso ont salué la tenue d'une telle activité qui constitue un véritable cadre d'apprentissage par les pairs.

Mme Béatrice Bolampeka a pour sa part indiqué être honorée au nom de sa Coalition de recevoir une telle visite mais aussi être sûre et certaine que chacune des parties en sortira grandie.

« Nous avons les mêmes défis mais les stratégies et approches pour les adresser peuvent être différentes, d'où l'importance de ces visites afin d'échanger et de partager nos expériences » a quant à elle soutenu la présidente de la Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous du Burkina Faso Mme Hien Fofana Aminata.

A la suite des présidentes, les deux coordonnateurs ont également exprimé leurs satisfactions de voir ce voyage se concrétiser et qui contribuera à renforcer davantage les relations de collaboration et de dégager des synergies d'actions de plaidoyer aux niveaux national et africain.

Les deux coordonnateurs ont ensuite fait les présentations des deux structures et des contextes éducatifs des deux pays.

En ce qui concerne le système éducatif congolais, il ressort qu'il regroupe deux types d'écoles à savoir les écoles publiques et les écoles privées. Dans les écoles publiques, on trouve les écoles officielles et conventionnées. Les écoles officielles qui représentent 15% sont gérées par l'État alors que celles qui sont conventionnées sont gérées par les congrégations religieuses signataires d'une convention avec l'État.

Dans ces dernières, les charges sont payées par l'Etat. En ce qui concerne les défis, on note que le système éducatif congolais se trouve dans une situation compliquée à la suite des guerres et des autres catastrophes naturelles qui se succèdent et surtout à cause de la forte croissance démographique qui influe

sur sa capacité d'accueil et sa qualité.

De ce fait, il doit relever trois défis importants que sont: le développement de l'accès et de la léquité de l'éducation, l'amélioration de la qualité des apprentissages et l'amélioration de la gouvernance, du pilotage et de la coordination du secteur de l'éducation.



A la suite de la Coalition Education de la RDC, celle du Burkina Faso a également fait une présentation sur le contexte éducatif du pays. A ce sujet, le coordonnateur national de la Coalition du Burkina Mr Tahirou TRAORE dira que le contexte reste marqué par l'aggravation de la crise sécuritaire avec des milliers d'écoles fermées ou délocalisées et des milliers d'élèves et enseignants affectés.

Le contexte politique reste aussi marqué par la gestion du pouvoir par le Gouvernement de la Transition du 30 septembre 2022 dont l'objectif majeur est la conquête du territoire national dont certaines zones restent occupées par les Groupes armés terroristes.

En termes de défis de l'éducation au Burkina, il ressort de la présentation de la CN-EPT/BF :

- le nombre élevé d'enfants hors école estimé à plus de 2 millions 600 mille
- le faible taux de pré-scolarisation (autour de 6%)
- le faible accès des élèves handicapés à l'éducation
- la faible mise en œuvre de l'éducation en situation d'urgence
- l'insuffisance de la formation des enseignants pour une prise en charge effective des élèves handicapés.
- la non prise en compte des besoins matériels dans les kits pédagogiques.
- l'insuffisance d'accompagnement en bourses
- la Faible prise en compte des besoins scolaires

des enfants handicapés

- la faible qualité de l'éducation (acquis scolaires, taux de réussite aux examens)
- le faible taux d'alphabétisation
- la Faible appropriation des documents de politiques et de stratégies éducatives par les acteurs et bénéficiaires de l'éducation

L'inclusivité fait partie des résultats attendus des bénéficiaires de EOL OC1 et à ce niveau, on note que du point de vue du nombre, la CN-EPT/BF se compose de 68 organisations dont 3 organisations de jeunesse et 5 organisations de personnes handicapées. Au niveau des mécanismes d'inclusion, la coalition du Burkina a mis en place le comité genre et inclusion.

Evoquant le cas spécifique du travail de la CN-EPT/BF dans le cadre d'EOL, Mr Traoré a indiqué que c'est au regard du nombre croissant d'enfants déplacés internes (58,50%) que la coalition du Burkina vise de 2024 à 2026 à renforcer la mobilisation sociale pour l'inscription et la réinscription des enfants hors écoles, élèves déplacés internes, filles, enfants handicapés des zones à forts défis sécuritaires dans des structures éducatives sécurisées.

Plus particulièrement, il s'agit de :

- poursuivre le plaidoyer pour le financement de l'éducation en situation d'urgence pour prendre en compte l'inscription/réinscription scolaire des enfants marginalisés (enfants hors écoles, élèves déplacés internes, filles, enfants handicapés) dans les zones à forts défis sécuritaires).

- plaider pour la mise en place d'alternatives éducatives d'éducation formelle et non formelle afin de permettre aux enfants marginalisés des zones à forts défis sécuritaires de bénéficier de leur droit à une éducation et à une formation de qualité dans un environnement sûr.

Trois résultats sont attendus aux termes de ce projet :

- le financement de l'éducation en situation d'urgence a été augmenté pour prendre en compte l'inscription scolaire des enfants marginalisés (enfants hors écoles, élèves déplacés internes, filles, enfants handicapés) dans les zones à forts défis sécuritaires

- les enfants marginalisés des zones à forts défis sécuritaires bénéficient de leur droit à une éducation et à une formation de qualité dans un environnement sûr

- les bonnes pratiques et les réalisations du projet sont documentées et partagées.

### De la séance de travail avec l'UNESCO

Au cours de son séjour, la délégation de la Coalition Nationale pour l'éducation pour Tous Burkina Faso a eu une séance de travail à l'UNESCO où elle a été reçue

par Mr Saïp SY et Mr Jovin MUKADI respectivement chargé de programme et consultant et en présence du coordonnateur de la CONEPT RDC Mr Jacques TSHIBALANGA.

Prenant la parole, Mr TSHIBALANGA de la RDC a remercié l'UNESCO pour la disponibilité à recevoir la délégation du Burkina et situé le contexte de la visite. « L'objectif de la rencontre avec l'UNESCO vise à savoir comment la CONEPT-RDC travaille avec des partenaires comme l'UNESCO. Il s'agit aussi pour la délégation du Burkina Faso d'en savoir davantage sur l'expérience de collaboration de l'UNESCO avec la société civile » a-t-il indiqué. Mr TSHIBALANGA a aussi salué l'excellente collaboration qui existe entre les Coalitions Nationales éducation pour Tous du Burkina et de la RDC. En effet, dira-t-il, à la suite d'une visite au Burkina Faso en 2018, la CONEPT-RDC s'est inspirée de l'expérience des groupes de plaidoyer de la CN-EPT/BF pour mettre en place ses « Comités de veille et de redevabilité » dont la mission essentielle est la collecte de données, le plaidoyer et la sensibilisation des communautés en matière d'éducation.



Intervenant à la suite de Mr TSHIBALANGA, Mr Saïp SY, chargé de programme à l'UNESCO, a traduit ses remerciements ainsi que ceux de son institution pour cette visite qui témoigne une fois de plus de la bonne collaboration entre la CONEPT-RDC et l'UNESCO. L'éducation est un bien collectif et il est important d'avoir un partenariat varié pour adresser la question. C'est dans ce sens que l'UNESCO promeut un dialogue entre les partenaires car pour elle, c'est une des clés pour mieux assurer la coordination des efforts déployés pour adapter l'ODD 4 aux contextes

nationaux et mobiliser les acteurs pour des résultats probants. Cette vision de l'UNESCO est en cohérence avec le mécanisme de mise en œuvre de l'ODD4 qui met un accent sur le partenariat et il est important d'avoir une collaboration avec divers acteurs de la société civile a indiqué Mr SY.

Au titre des actions menées grâce au partenariat entre l'UNESCO et la CONEPT-RDC, on note l'organisation d'un forum annuel sur l'Éducation en RDC, la réalisation d'une étude et la collecte de données sur

la mise en œuvre de l'ODD 4 en RDC. Des actions qui contribuent à renforcer le dialogue sectoriel et le suivi de l'ODD4.

Mr SY a aussi félicité la société civile dont la CONEPT-RDC est l'un des acteurs majeurs pour l'alignement de ses actions sur les plans, programmes et politiques nationaux et le cadre d'action des ODD notamment l'ODD4. « La société civile bâtie autour de la CONEPT-RDC apporte une expertise lors de l'élaboration des documents et politique éducative en RDC en plus de son rôle de veille citoyenne. Cela est l'expression d'un engagement citoyen responsable et constructif » a-t-il relevé.

Toujours dans le cadre de la collaboration entre les 2 structures, on note une bonne pratique relative à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour créer un cadre d'échanges et de dialogue permanent sur l'éducation en RDC. Il s'agit en effet de la création et de l'animation d'un groupe WhatsApp dénommé « Congo éducation » qui permet de poser le débat sur des questions clés du secteur de l'éducation. Cela entre dans l'esprit de l'action de l'UNESCO qui promeut l'utilisation des TIC dans la réponse aux défis de l'éducation.

En guide de recommandations, le chargé de programme à l'UNESCO a indiqué qu'il faut que :

- la société civile continue et renforce son action dans la collecte de données et se positionne davantage sur la question de l'Education en situation d'urgence ;
- la CONEPT-RDC développe des approches pour apprendre de sa consœur du Burkina sur le préscolaire notamment les initiatives communautaires d'éducation préscolaire comme les BISSONGO ;
- la CONEPT-RDC s'inspire de l'expérience du Burkina Faso pour conduire des plaidoyers et interpellations sur l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement ;
- la CONEPT-RDC s'inspire des expériences et alternatives du Burkina Faso sur les questions d'éducation des jeunes et adolescents mais aussi de formation professionnelle développées par le Burkina avec une forte contribution de la société civile.

A l'endroit des deux coalitions, il a insisté sur l'importance pour la société civile de renforcer son implication aux côtés de l'Etat et des autres partenaires sur la planification du secteur de l'Education mais aussi de produire des rapports alternatifs et de les partager officiellement avec les autorités nationales.

Par rapport aux situations de crises, la société civile doit jouer son rôle de veille et d'alerte. Il faut aussi travailler à assainir l'environnement et les domaines scolaires pour garantir des apprentissages sécurisés

pour tous les acteurs notamment les enfants et avec une attention particulière sur les filles et les enfants handicapés mais aussi le personnel enseignant.

Prenant la parole, la Coalition du Burkina par la voix de son coordonnateur national a rappelé le rôle important joué par l'UNESCO en tant que parrain de l'éducation et porteuse de l'ODD4. L'UNESCO travaille également avec la coalition du Burkina et c'est tant mieux pour le secteur de l'éducation.

Mr TRAORE Tahirou a indiqué qu'il est important pour les sociétés africaines de bénéficier de l'accompagnement des partenaires comme l'UNESCO pour continuer à jouer pleinement leur rôle. Il a ajouté que la question de la formation professionnelle est au cœur du plaidoyer de la coalition du Burkina Faso dans le cadre de son projet financé par EOL. Elle s'efforce d'amener l'ensemble des acteurs sous le leadership de l'Etat, à mettre en œuvre des alternatives éducatives pour permettre aux nombreux enfants hors école de bénéficier de leur droit à l'éducation et à la formation. Aussi, la coalition du Burkina Faso produit-elle chaque année un rapport alternatif assorti de recommandations pour interpeller l'ensemble des acteurs.

Dans son mot de fin, la présidente du conseil d'administration de la Coalition du Burkina Faso a tenu à remercier l'UNESCO pour son engagement aux côtés des sociétés civiles africaines et souhaité qu'elle reste engagée pour la cause des Coalitions au niveau international

### De la séance de travail au SPACE

Le lundi 15 juillet à partir de 10h, la délégation du Burkina a eu une séance de travail avec le Secrétariat Permanent d'Appui et de Coordination au secteur de l'Education (SPACE).

La rencontre a été introduite par la Coordonnateur de la CONEPT-RDC MR THSIBALANGA qui a rappelé les objectifs de la visite de la CN-EPT/BF en RDC. En ce qui concerne la présence de la Coalition du Burkina au sein du SPACE, il a indiqué qu'il s'agit essentiellement d'en savoir davantage sur la coordination du secteur de l'éducation et de la question de la gestion de l'éducation en situation d'urgence.



A sa suite, la parole a été passée à son collègue du Burkina Faso pour présenter le contexte éducatif du pays. A ce sujet, Mr Tahirou TRAORE dira que le contexte reste marqué par de la crise sécuritaire avec des milliers d'écoles fermées ou délocalisées et des milliers d'élèves et enseignants affectés sur la quasi-totalité du territoire, avec une certaine sévérité dans six des 13 régions du pays que sont les régions du Nord, du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Est.

Les attaques terroristes se sont manifestées par des agressions, des violences physiques et des menaces contre des acteurs éducatifs, des assassinats d'enseignants, des incendies d'infrastructures éducatives, des destructions de matériels didactique et pédagogique.

Pour faire face aux conséquences de la crise sécuritaire sur l'éducation, le Gouvernement du Burkina Faso a adopté une Stratégie de Scolarisation pour les Elèves des Zones à Forts Défis Sécuritaires (SSEZFDS 2019-2024). Au regard de la volatilité de la situation sécuritaire et d'autres types d'urgences qui sont apparues, cette stratégie a évolué pour prendre en compte d'autres risques comme les inondations, les vents violents, les risques sanitaires, etc. qui ont le potentiel d'affecter également le système éducatif et la pandémie de la COVID-19 survint en 2020. Plutôt qu'une stratégie qui se limite à quelques zones du pays, la réalité du terrain a conduit à relire la SSEZFDS pour en faire une Stratégie Nationale de l'Education en Situation d'Urgence (SN-ESU 2020-2024). Ainsi, la SN-ESU est une stratégie multirisque de l'ESU visant à offrir une réponse holistique et cohérente à tous les risques qui peuvent affecter le système éducatif du Burkina Faso. Elle a pour ambition d'assurer la continuité du droit à l'éducation et de fournir à

l'horizon 2024, une éducation équitable, inclusive et de qualité dans laquelle les activités d'enseignement/apprentissage se déroulent dans un environnement scolaire sain, protégé pour tous les enfants avec le soutien et l'accompagnement d'une communauté résiliente.

La mise en œuvre de la SN-ESU repose sur les trois axes stratégiques ci-dessous à savoir :

- Axe stratégique 1 : Accès à l'éducation et à un environnement d'apprentissage protecteur et sécurisé
- Axe stratégique 2 : Enseignement et apprentissage de qualité ;
- Axe stratégique 3 : Pilotage et coordination.

Toujours selon Mr TRAORE, dans une dynamique de gestion participative de l'ESU, un Cluser national ESU et des Sous-Clusters nationaux ont été mis en place dans 6 régions et le processus est en cours pour prendre en compte 4 nouvelles régions.

Pour Coordonner la mise en œuvre de la SN-ESU, un Secrétariat Technique de l'Education en Situation d'Urgence a été créé.

En lien avec l'ESU, la délégation du Burkina a indiqué que dans le cadre de la mise en œuvre du projet EOL, la CN-EPT/BF, après un constat relatif au faible financement de l'ESU et à l'inadaptation des procédures de la dépense publique dans le secteur de l'éducation au contexte actuel de l'urgence, a mené un plaidoyer pour l'accroissement du financement de l'ESU et l'amélioration du taux de consommation des ressources. Aussi, des sensibilisations et des actions de renforcement de capacité ont été menées et tout cela eu pour résultat,

un accroissement du budget de l'éducation.

Répondant à une sollicitation de Mr Jouvence NDUKU du SPACE, le coordonnateur de la

CN-EPT/BF a fait un bref aperçu du secteur de l'éducation au Burkina Faso avec un accent sur le Secrétariat Permanent du Plan stratégique de Développement du secteur de l'Education de Base et Secondaire (SP-PSDEBS).

Dans cet environnement, la Coalition Nationale pour l'éducation Pour Tous du Burkina Faso a pour rôle de participer à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre des politiques éducatives. Elle réalise également des contrôles citoyens assortis de recommandations permettant d'interpeller les différents acteurs a ajouté Mr Tahirou TRAORE.

Partageant l'expérience de la RDC, Mr TSHIBALANGA, a indiqué que sa coalition s'est dans un premier temps, appuyée sur les coalitions provinciales pour faire un état des lieux de la réponse éducative apportée en contexte d'urgence au Congo. Cela a amené la CONEPT-RDC à demander qu'il y ait une meilleure coordination entre les interventions, humanitaire, de développement et le tout guider par un esprit de promotion de la paix

Mr TSHIBALANGA a aussi mentionné quelques bonnes expériences du Burkina dont la RDC peut s'inspirer. Il s'agit de l'éducation en situation d'urgence à travers l'existence et la mise en œuvre d'une stratégie Nationale de l'éducation en situation d'urgence, d'une stratégie Nationale de développement de la petite enfance, ou encore d'une stratégie nationale de l'éducation des filles.

Prenant la parole au nom du Secrétariat Permanent d'Appui et de Coordination au Secteur de l'Education (SPASCE), Mr Jouvence NDUKU entouré de ses plus proches collaborateurs a indiqué que la gestion de l'éducation en RDC est une gestion partenariale associant la société civile bien représentée par la CONEPT-RDC dans les différents cadres nationaux et internationaux sur l'éducation.

Au regard de ce qui a été présenté par la CN-EPT/BF, Mr NDUKU a indiqué que la description du contexte du Burkina est sensiblement à 80% similaire à celui du Congo où il existe une loi-cadre et une stratégie sectorielle pour l'éducation et la Formation qui arrive à terme en fin 2024. Un Plan intérimaire de l'Education et de la formation est en cours d'élaboration pour couvrir la période 2025-2030.

En RDC, la formation professionnelle et l'enseignement sont sous la tutelle de six ministères chargés de : 1) l'enseignement primaire et secondaire; 2) l'enseignement technique et professionnel; 3) l'enseignement supérieur et universitaire; 4) les affaires sociales « pour l'alphabétisation des jeunes et adultes »; 5) la santé « pour la formation des infirmiers »;

et 6) la jeunesse « pour la formation professionnelle des jeunes ».

Revenant sur le SPACE Mr NDUKU Jouvence a indiqué qu'il a été créé sur les acquis de la Cellule d'Appui Technique (CAT) qui avait pour principale mission d'appuyer la mise en œuvre et l'opérationnalisation de son Plan intérimaire de l'éducation (PIE) pour la période 2013-2016. Avec l'adoption de la SSEF, il fallait une reconfiguration de la CAT ainsi que l'extension de ses missions à l'ensemble des sous-secteurs de l'éducation et de la formation. Cela a abouti à la création d'une structure transversale d'appui à l'ensemble du secteur de l'éducation dénommé le Secrétariat Permanent d'Appui et de Coordination du Secteur de l'Education (SPACE).

Le SPACE est donc une structure interministérielle chargée de la coordination, du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques et stratégies sectorielles de l'éducation. C'est à ce titre qu'il assure la coordination technique des sous-secteurs de l'éducation à travers la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation dont le plan d'action et les programmes couvrent l'ensemble du système éducatif, à savoir l'enseignement préscolaire, l'éducation de base, l'enseignement secondaire général et normal, l'enseignement technique et la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et universitaire ainsi que l'alphabétisation et l'éducation non formelle.

Les missions du SPACE, regroupées par axes sont : la Planification stratégique sectorielle ; le Renforcement des capacités et appuis technique ; le Partenariat, le dialogue et arbitrage sectoriels ; le suivi de la mise en œuvre des réformes, politiques et programmes ; la mobilisation des ressources et l'information et communication

Il existe un comité de concertation sectorielle et des groupes thématiques (Accès, ESU, Formation des enseignants, Genre, intégration des nouvelles technologies) qui fonctionnent diversement, le groupe le plus actif étant celui de l'accès du fait de la politique de gratuité décrété par les autorités actuelles.

Il y a une revue sectorielle qui est normalement faite chaque année sur l'état de mise en œuvre du plan sectoriel, assortie de recommandations.

En termes d'organisation politique, Mr NDUKU a relevé que la RDC est dans une dynamique de décentralisation et l'éducation fait partie des matières transférées et confiées aux provinces. Cela a conduit à la mise en œuvre de Comités Techniques provinciaux de l'éducation., chargés de la mise en œuvre et du suivi du plan stratégique.

Pour ce qui est l'ESU, les inondations, les conflits, les épidémies, les séismes et les déplacements internes ont conduit le pays à prendre cette donne en compte. La RDC est dans le processus de recrutement d'un consultant pour l'élaboration de sa stratégie nationale ESU et dans ce sens, il serait intéressant d'envisager un rapprochement avec le Burkina qui dispose déjà d'une stratégie en la matière afin de bénéficier de son expérience.

Une autre piste pour disposer d'une meilleure stratégie ESU serait d'organiser une visite au Burkina Faso pour mieux s'inspirer de l'expérience du Pays des hommes intègres.

Le SPACE est aussi très intéressé par la stratégie Nationale d'éducation de la petite enfance du Burkina Faso afin de pouvoir booster ce sous-secteur de l'éducation.

Un autre point de partage d'expérience qui a retenu l'attention est la question de la prise en compte des langues nationales dans les programmes d'enseignement et d'éducation.

A l'issue des échanges au SPACE, les deux coalitions

se sont retrouvées au siège de la CONEPT-RDC pour une séance de travail qui a abouti à l'élaboration d'un projet de déclaration sanctionnant les travaux de la visite soumise à la signature des deux présidentes et jointe en Annexe.

**Aux termes de la visite**, les deux parties ont de part et d'autre reconnu que les objectifs de la visite d'échange ont été pleinement atteints. Elles ont également reconnu que les expériences partagées au cours de la visite leur ont permis d'apprendre de nouvelles pratiques qui leur permettront de renforcer leurs actions de plaidoyers et de veilles citoyennes.

Les membres de la délégation du Burkina ont tenu à traduire toute leur reconnaissance à leurs collègues de la RDC qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cette visite. C'est dans ce climat de bonne ambiance que les deux parties se sont quittées tout en promettant de maintenir le contact pour le renforcement de leur lien de collaboration pour une mise en œuvre de leurs projets EOL respectifs.





## La Coordinatrice éducation de Oxfam Danemark s'imprègne des réalités de l'éducation au Burkina Faso

Le mardi 17 avril 2024, la CN-EPT/BF a reçu à son siège une visite de la Coordinatrice éducation de Oxfam Danemark Mme Lotte JENSEN, accompagnée par le chargé de l'éducation de Oxfam au Burkina et du coordonnateur régional de Oxfam au Sahel. Situait le contexte de la rencontre, le chargé d'éducation à Oxfam Mr Ouattara Billy, a indiqué qu'il s'agissait pour la Coordinatrice Education de Oxfam

Danemark, de prendre contact avec la CN-EPT/BF, de connaître l'environnement et le contexte du travail de la Coalition, les défis du secteur de l'éducation et de la formation mais également les stratégies et mécanismes de collaboration mais aussi les synergies pouvant être mis en place dans le cadre de EOL entre la CN-EPT/BF et Oxfam au Burkina Faso.



Dans son mot introductif, la présidente du conseil d'administration de la CN-EPT/BF, Mme HIEN/FOFANA Aminata, assistée du vice-président et de l'équipe de la Coordination, a tenu à remercier Oxfam pour le partenariat et le soutien grâce auxquels la CN-EPT/BF arrive à bien jouer son rôle en termes d'influence des politiques éducatives et de formation. Elle a terminé en souhaitant que les actions soient

renforcées pour plus d'efficacité et d'impacts sur le terrain.

En ce qui concerne le contexte, elle a indiqué que malgré la situation difficile que traverse le Burkina Faso, la Coalition arrive à jouer son rôle d'influence sur les politiques éducatives et de formation à travers un travail basé sur des preuves.



En termes de collaboration avec les ministères en charge de l'éducation et de la formation, la Coalition a fait remarquer que les relations sont excellentes en témoigne son implication et sa participation active aux espaces de dialogue et de concertation tels que le cadre partenarial, les groupes thématiques, les clusters éducation national et sous nationaux, les conseils d'administration du secteur ministériel et autres cadres d'élaboration et d'évaluation des politiques éducatives. La CN-EPT/BF travaille également avec les partenaires techniques et financiers pour un

meilleur soutien au secteur de l'éducation.

La CN-EPT/BF a saisi l'opportunité de cette rencontre pour parler de son projet mis en œuvre avec le soutien d'OEL. A travers ce projet, il s'agit de contribuer à l'inscription et la réinscription à l'école des Elèves Déplacés Internes, enfants handicapés et enfants marginalisés. A ce niveau, il a été recommandé de renforcer la collaboration avec Oxfam au Burkina dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet et dont Oxfam au Danemark assure la gestion à travers une unité régionale de gestion basée à Dakar.



## Appel à l'action & Recommandations de la 1ère Conférence Panafricaine de l'Union Africaine sur l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (AU/PANCOGED1)

Nous, États membres de l'Union africaine et représentants en charge de l'éducation, du genre et du développement social, avec des délégués officiels issus des Nations Unies, des partenaires au développement, des Organisations de la société Civile (OSC), des chefs religieux et traditionnels, des associations de jeunes et enfants, et les participants à la première Conférence panafricaine de l'Union africaine sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique (AU/PANCOGED1) tenue à Addis-Abeba du 2 au 5 juillet 2024, dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route liée au thème de l'UA pour l'année 2024 :

Appelons tous les États Membres de l'UA principalement les gouvernements, mais aussi les acteurs non gouvernementaux, avec le soutien du Département de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (ESTI) de la Commission de l'Union Africaine par l'intermédiaire de son Bureau Technique et Spécialisé, le Centre International de l'Union Africaine pour l'Éducation des Filles et des Femmes, l'UA/CIEFFA :

1. Prioriser les cadres juridiques, réformes législatives et politiques afin de garantir la réintégration et l'éducation continue de tous les enfants, en particulier des filles et des adolescentes scolarisées ou non ; et renforcer la mise en œuvre des politiques et plans nationaux pour prévenir et répondre à la violence basée sur le genre à l'école et fournir à tous les apprenants des informations et des connaissances sur les relations saines et respectueuses en impliquant les hommes et les femmes.
2. Reconnaître les obstacles intersectionnels auxquels sont confrontées les adolescentes, à savoir celles qui font partie de communautés indigènes, vivant dans des zones rurales, vivant en déplacement, en situation de handicap, les femmes enceintes, ou jeunes mères, et garantir leur inscription dans des systèmes d'éducation formelle et non formelle, pouvant offrir des opportunités d'apprentissage dans le domaine des STEM et de l'enseignement professionnel et technique afin de proposer des alternatives multiples dans les parcours d'apprentissage.
3. Renforcer le suivi des engagements pris lors du sommet de 2022 sur la transformation de l'éducation et de la réunion des experts de l'Union africaine sur

le genre adoptant la déclaration de Dakar en 2022, afin d'assurer une éducation fondamentale et limiter les obstacles liés à l'apprentissage pendant et après la pandémie de COVID-19, et intégrer des approches d'apprentissage holistiques dans l'élaboration des programmes d'enseignement et des politiques éducatives.

4. Promouvoir des politiques de financement sensibles au genre pour garantir des interventions équitables, favorisant et préservant l'éducation des filles, à travers l'approvisionnement standard en eau, l'assainissement et l'hygiène, des programmes d'alimentation scolaire et des stratégies d'adaptation au climat, gage de performance et de rétention de tous les enfants à l'école.

5. Promouvoir la production de données désagrégées par sexe dans les systèmes d'information et de gestion de l'éducation et la recherche sur les multiples vulnérabilités qui impactent l'éducation des filles et des femmes, afin d'alimenter les démarches de plaidoyer fiables fondées sur des données, une législation et des politiques sensibles au genre.

6. Promouvoir le leadership des femmes à l'intérieur et à l'extérieur des écoles, dont celui des femmes chefs d'établissements et enseignantes, les modèles de rôle et leurs réseaux, afin d'inspirer et encourager les générations futures de filles et de femmes et de réduire les disparités de genre en particulier dans les domaines à prédominance masculine.

7. Comblent le fossé entre les hommes et les femmes au niveau de la littératie numérique et développer cette culture numérique chez les apprenants et les enseignants en intégrant les stratégies fondamentales et reprise de l'apprentissage

8. Recommander aux États membres de l'UA d'adopter et de lancer la campagne l'Afrique éduque ses filles (AfricaEducatesHer) au niveau national.

9. Recommander que le PANCOGED de l'UA devienne un événement biennal de l'ESTI/AUCIEFFA en collaboration avec les États membres de l'UA et les partenaires concernés.

10. Recommander que cet appel à l'action soit présenté au Comité Spécialisé et Technique de l'UA sur l'Éducation, la Science, la Technologie et l'Innovation en tant que document stratégique en lien avec thème de l'UA de l'année 2024 sur l'éducation.



## La CN-EPT/BF et le réseau de parlementaires pour l'éducation échangent sur les perspectives de collaboration.



Une délégation de la Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina CN-EPT/BF conduite par la présidente du Conseil d'Administration Mme HIEN/FONANA Aminata a été reçue ce vendredi 27 septembre 2024 à l'Assemblée Législative de Transition pour une séance de travail avec le Réseau des Parlementaires Burkinabé pour l'Éducation et la Culture (REPECU)

La rencontre a, d'une part, permis à la CN-EPT/BF d'en savoir davantage sur le REPECU ainsi que son plan d'action et d'autre part aux deux structures d'échanger sur les perspectives de collaboration.

Mis en place le 5 juin 2024, le REPECU qui compte à ce jour 27 membres est né de la volonté des parlementaires sensibles aux questions qui touchent à l'éducation, avec pour objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Éducation Pour Tous (EPT) et de promouvoir la culture et la science.

Selon le coordonnateur du REPECU, l'Honorable

Drissa KY, les actions du réseau seront bâties autour de 3 axes d'intervention à savoir : 1) le renforcement des capacités des parlementaires sur les questions relatives à l'éducation, 2) l'amélioration de la réglementation du secteur de l'Éducation et 3) le plaidoyer/engagement. La délégation de la CN-EPT/BF s'est réjouie de la création de ce réseau qu'elle a toujours souhaitée lors des législatives précédentes.

En termes de perspectives, les deux structures ont convenu de développer des synergies d'actions sur les questions d'éducation, d'impliquer la CN-EPT/BF dans certaines activités du REPECU et vis-versa, mais aussi d'être des porte-voix, l'une de l'autre.

Le Coordonnateur du REPECU Drissa KY qui s'est réjoui du contenu des échanges, a conclu la rencontre en indiquant que cela marque le départ d'un partenariat entre les deux structures qu'il souhaite fructueux et bénéfique pour l'Éducation au Burkina Faso.



## Bonne gouvernance et de redevabilité à la CN-EPT/BF : Le CA apprécie la gestion de la structure

Les membres du Conseil d'Administration de la Coalition Nationale pour l'Education pour Tous du Burkina Faso se sont réunis ce mardi 30 juillet 2024 pour apprécier les actions et la gestion de la structure

au cours du 2ème trimestre de l'année 2024.

La rencontre a permis de faire, dans un premier temps, le point de la mise en œuvre des activités dans le cadre des projets en cours.



Il s'est agi du projet « Renforcement de la mobilisation sociale pour l'inscription et la réinscription scolaire des enfants marginalisés (enfants hors écoles, élèves déplacés internes, filles, enfants handicapés) dans les zones à forts défis sécuritaires », financé par Education à Voix Haute (EOL) qui est le fonds du Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) dédié au plaidoyer et la responsabilité sociale et géré par Oxfam Danemark mais aussi du projet « une société juste, équitable, résiliente et pacifique au Burkina Faso financé par Oxfam et DANIDA.

A l'issue de la présentation faite par le Coordonnateur national, les administrateurs de la CN-EPT/BF ont félicité la coordination nationale, les comités régionaux et l'ensemble des acteurs ayant contribué à l'atteinte des bonnes performances enregistrées.

La rencontre a aussi été une occasion pour faire le point de la participation de la coalition aux espaces de dialogue et de concertation sur l'éducation au niveau national et local et de noter que cette dernière a régulièrement participé et fait des contributions lors des rencontres telles que celles des groupes thématiques, du cadre partenarial ou des clusters sous nationaux.

A l'issue des échanges sur la mise en œuvre des activités, il a été recommandé de renforcer les actions de la CN-EPT/BF en matière d'éducation de la petite enfance qui souffre également des conséquences de la crise sécuritaire mais aussi le partage de la documentation du secteur de l'éducation.

Les membres du Conseil d'Administration et l'équipe de la coordination ont également échangé des informations sur le processus de recrutement du nouvel agent partenaire, les collaborations avec d'autres partenaires et institutions ou encore la participation à la première Conférence Panafricaine de l'Union Africaine sur l'Education des filles et des femmes tenue Ethiopie.

### CNEPT infos

**Le bulletin de liaison de la Coalition Nationale de l'Education pour Tous**  
Récipissé N° 2011-1469/MATDS/SG/DGLPAP/DA OSOC

#### Directrice de publication

**Mme HIEN / FOFANA Aminata**

La Présidente du Conseil d'Administration de la CNEPT-BF

#### Rédaction et coordination

Modeste B. NEBIE

Chargé de communication et de plaidoyer

#### Conception et Impression

Initial Communication

Tél : (+226) 25 50 30 12

05BP 6515 Ouagadougou 05

Tél : (+226) 25 40 86 96

Email : cneptbf@yahoo.fr

Site web : www.cneptbf.org